

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU
06 AVRIL 2000**

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mme FRANÇOISE AÏDARA	PRÉSIDENT
M. PIERRE IMBERT	VICE-PRÉSIDENT
M. VINCENT BOLLORÉ	ADMINISTRATEUR
M. TIEBA OUATTARA	ADMINISTRATEUR
M. SIMPLICE DE MESSE ZINSOU	ADMINISTRATEUR
SEITA représentée par M. LAURENT GEORGE	ADMINISTRATEUR
BOLLORÉ représentée par M. CHRISTIAN STUDER	ADMINISTRATEUR
CORALMA INTERNATIONAL représentée par M. BRUNO GERMAIN-THOMAS	ADMINISTRATEUR
BOLLORÉ INVESTISSEMENT représentée par M. JEAN-PAUL PARAYRE	ADMINISTRATEUR

COMMISSAIRES AUX COMPTES

CABINET ECR INTERNATIONAL
01 BP 4050 ABIDJAN 01
Tél.: 20.21.26.70
20.22.62.63
Fax: 20.22.16.22

MAZARS & GUÉPARD
01 BP 3989 ABIDJAN 01
Tél.: 20.21.94.86
Fax: 20.21.02.78

DIRECTEUR TECHNIQUE	M. OMER KIPRÉ
DIRECTEUR FINANCIER & COMPTABLE	M. HERVÉ LAMBERT-MOISAN
DIRECTEUR COMMERCIAL & MARKETING	M. BRUNO RIPOCHE
DIRECTEUR PRODUCTION & MAINTENANCE	M. NORBERT CARON
DIRECTEUR APPROVISIONNEMENTS & LOGISTIQUE	M. GEOFFROY TRAORÉ

RÉPARTITION DU CAPITAL

Catégorie A (cotée)	40%
Catégorie B (non cotée)	60%

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 06 AVRIL 2000

ORDRE DU JOUR

- 1° / Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations et les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1999.
- 2° / Rapport général des commissaires aux comptes relatif à cet exercice.
- 3° / Rapport spécial des commissaires aux comptes conformément aux prescriptions de l'article 438 de l'Acte Uniforme du traité OHADA (Droit des Sociétés Commerciales et du GIE).
- 4° / Approbation des comptes.
- 5° / Affectation des résultats et fixation du montant du dividende par action.
- 6° / Renouvellement du mandat de deux Administrateurs.
- 7° / Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire et de son suppléant.
- 8° / Allocation aux Administrateurs d'une rémunération annuelle à titre d'indemnité de fonction.

ATTENTION

L'Assemblée Générale se tiendra cette année dans la salle "LE FESTIVAL"
de l'immeuble CCIA

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES STATUANT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 1999

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la Loi et à l'article 23 de nos Statuts, nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte :

- de la gestion et des activités de notre société au cours de l'exercice 1999,
- vous faire connaître les résultats obtenus ,
- soumettre à votre approbation le bilan et les comptes arrêtés au 31 Décembre 1999,
- et enfin, vous proposer les affectations et les répartitions qui nous paraissent opportunes.

Chers actionnaires,

Avant d'aborder les différents points évoqués ci-dessus, nous tenons à préciser que l'exercice 1999 s'est déroulé dans un contexte économique défavorable du fait de la baisse des cours des principales matières premières agricoles qui a eu des effets néfastes sur l'économie de notre pays. Par ailleurs, l'année 1999 aura été une année particulière pour les ivoiriens en raison des tensions vécues sur le front socio-politique qui ont abouti à la prise du pouvoir d'Etat par les militaires le 24 Décembre 1999.

Toutefois, malgré ce contexte plutôt morose et inédit, notre société, grâce au travail soutenu et performant de ses dirigeants, a enregistré un résultat positif que nous vous communiquerons dans quelques instants.

Je vous propose d'examiner ensemble les aspects majeurs de notre activité.

ASPECT COMMERCIAL

En 1999, nos ventes ont progressé de 5,18% par rapport à l'exercice précédent, passant de 3,278 milliards de cigarettes en 1998 à 3,512 milliards de cigarettes en 1999. Cette performance qui nous permet de retrouver le niveau de vente record atteint par notre société en 1985/1986 avec 3,565 milliards de cigarettes a été réalisé grâce au dynamisme d'une équipe de collaborateurs déterminés et motivés. Ainsi, notre part de marché s'est accrue et s'établit à présent à 94% du marché total.

L'une des actions concrètes menées en 1999 a été le renforcement de l'export, grâce aux mécanismes de l'Union Douanière de l'UEMOA. Ainsi, nos ventes à l'export connaissent un réel essor sur le 1er marché de l'UEMOA que nous avons investi (Niger), de sorte que l'exportation représente à présent 9,88% de l'activité de la société. En 2000, avec la mise en place du Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA, nous envisageons, à partir du 2ème trimestre, d'investir de nouveaux marchés dont le Mali, le Bénin et le Togo où des missions d'études ont permis d'élaborer un plan de conquête de ces marchés avec des partenaires sûrs et honnêtes.

Quant à la contrebande, ce fléau qui gangrène notre activité, elle tend à se résorber grâce à nos actions récurrentes de lutte sur le terrain. Nous avons enregistré une baisse de la fraude mesurée qui passe de 7,18% à 6%. Il est important de souligner que c'est le niveau de fraude le plus bas atteint depuis des décennies. Toutefois cette baisse ne signifie pas que l'éradication de la fraude est possible et nous voudrions encore compter sur vous pour nous aider à contenir ce problème.

Pour terminer le chapitre relatif au "commercial", nous vous informons que dans le but d'assurer une meilleure couverture de notre marché et se rapprocher de notre clientèle pour un service personnalisé, nous avons ouvert en 1999 une nouvelle agence à Aboisso. Ainsi, nos agences passent à présent à 9 et il est envisagé, pour l'exercice 2000, l'ouverture d'une agence à Yopougon.

ASPECT INDUSTRIEL

Au plan industriel, l'exercice 1999 a été marqué par l'accroissement très important de la production pour satisfaire les ventes locales, les ventes à l'export et assurer les stocks de sécurité de fin d'exercice du fait des risques du "bogue" de l'an 2000. Ainsi, en 1999, 4,235 milliards de cigarettes ont été produites à l'usine de Bouaké. Ceci représente un accroissement brutal de la production de 27,9% qu'il nous a fallu réaliser tout en maintenant, voire en améliorant nos indicateurs techniques.

Nous avons également procédé à la rénovation de notre atelier de préparations générales. Nous disposons désormais d'un nouvel atelier d'une capacité de 7000 tonnes qui nous permettra d'alimenter en scaferlatis, dès le 2ème trimestre 2000, l'usine de la MABUCIG au Burkina-Faso, tout en améliorant et en optimisant la qualité de nos scaferlatis.

Globalement, le bilan industriel de l'exercice 1999 fait apparaître des progrès sensibles dans l'amélioration de nos indicateurs.

ASPECT RESSOURCES HUMAINES

Au 31 Décembre 1999, l'effectif permanent de la société était de 372 personnes en adéquation avec nos besoins.

Durant l'exercice 1999, deux actions majeures ont été engagées avec succès :

- la mise en application d'un nouveau système d'évaluation des compétences, du comportement et des résultats du personnel ;
- la mise en oeuvre du programme de développement des compétences.

Ainsi, en matière de ressources humaines :

- nous raisonnons davantage en terme de compétence ;
- nous assurons le renouvellement de génération des employés ;
- nous recherchons l'efficacité et la motivation optimale des hiérarchies intermédiaires ;
- et enfin, nous nous engageons davantage dans la requalification des employés plutôt que dans les recrutements directs.

La progression de nos ventes sur le marché en croissance nous a permis de réaliser cette année un chiffre d'affaires HT de **62 610 056 997 F CFA** contre **57 066 192 917 F CFA** en 1998, soit une hausse significative de **9,72 %**.

Après l'arrêté définitif de nos états financiers au 31 décembre 1999, le bilan et les comptes que nous soumettons à votre approbation font apparaître un bénéfice net de **7 024 267 958 F CFA** après :

- dotation aux amortissements de **899 987 415 F CFA**,
- constitution d'une provision de **69 694 925 F CFA**,
- et un prélèvement de **3 275 420 000 F CFA** pour impôts sur les BIC.

En ajoutant au bénéfice net réalisé, le report à nouveau de l'exercice 1998, à savoir **5 645 305 F CFA**, la somme totale disponible s'établit à **7 029 913 263 F CFA**.

La réserve légale étant déjà constituée, nous vous proposons de reporter à nouveau la somme de **530 763 F CFA**.

Ainsi, la somme totale à distribuer serait de **7 029 913 263 F CFA** permettant d'allouer à chacune des 897 750 actions composant le capital social un dividende brut de **7 830 F CFA** par action d'où il conviendrait de déduire l'impôt de distribution qui est de **706 F CFA**. Le dividende net par action se chiffre donc à **7 124 F CFA**.

Si cette proposition était agréée, les dividendes seraient mis en paiement dans un délai de 15 jours ouvrables, conformément aux nouvelles dispositions édictées par la BRVM (Bourse Régionale des Valeurs Mobilières).

Comme vous le constatez, Mesdames, Messieurs les actionnaires, le résultat obtenu au cours de l'exercice 1999 est très encourageant.

Nos comptes ont été examinés par nos commissaires aux comptes qui vous communiqueront dans quelques instants le résultat de leurs investigations.

Par ailleurs, en application de l'article 438 de l'Acte Uniforme du traité OHADA (Droit des Sociétés Commerciales et du GIE), vous aurez à approuver le rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux conventions passées avec les entreprises ayant avec notre société des Administrateurs communs.

En outre, nous vous informons que les mandats d'Administrateur des sociétés Coralma International et Bolloré arrivent à expiration cette année. Ces Administrateurs ont sollicité le renouvellement de leurs mandats.

De même, le mandat de l'un de nos commissaires aux comptes, le cabinet ECR International, et celui de son suppléant, monsieur EDI René, arrivent à expiration cette année. Il vous est demandé de vous prononcer sur le renouvellement de ces mandats.

Enfin et conformément à l'article 19 de nos statuts, nous portons à votre connaissance que le montant global de la rémunération annuelle du Conseil d'Administration à titre d'indemnité de fonction est fixé à 60 millions F CFA charge à lui de procéder à la répartition de cette somme entre ses membres.

Je rappelle, ainsi que je l'avais déjà fait l'année dernière, que les tantièmes aux Administrateurs ont été supprimés.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Au terme de ce compte-rendu d'activité, je voudrais, une fois de plus, en ma qualité de Président du Conseil d'Administration et en votre nom à tous, adresser nos sincères félicitations et encouragements à l'équipe de Direction et à l'ensemble du personnel pour le dévouement et surtout pour les efforts remarquables et soutenus qu'ils déploient pour assurer à notre entreprise une prospérité économique croissante.

Je vous remercie.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1999

Madame le Président du Conseil d'Administration,

Conformément à la mission que nous a confiée votre Assemblée Générale et aux dispositions de l'article 715 de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), nous avons procédé à l'examen des états financiers de la société Ivoirienne des tabacs (SITAB), pour l'exercice clos le 31 Décembre 1999.

Notre examen a été effectué en conformité avec les principes de révision des comptes généralement admis et a comporté les contrôles, sondages et autres procédures de vérification que nous avons jugé nécessaires.

A notre avis, les postes du bilan et les autres documents comptables ne nécessitent pas de modification à apporter. Nous n'avons pas d'observation sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents.

Nous n'avons pas relevé d'irrégularité ou d'inexactitude susceptibles d'être mentionnées dans le rapport.

Sur la base de nos conclusions, les résultats de l'exercice comparés du dernier exercice ne font pas l'objet de demande de rectification de notre part.

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS & GUÉRARD
Armand Fandohan
Expert comptable diplômé

ECR INTERNATIONAL
Charles Aié
Expert comptable diplômé

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE 438 DE L'ACTE UNIFORME EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1999

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article 440 de l'acte uniforme du traité de l'OHADA, (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique du traité du 17 Avril 1997, nous vous présentons notre rapport spécial sur les conventions visées à l'acte uniforme. Ce rapport concerne les conventions directes ou indirectes entre la société et l'un des administrateurs, directeur général, directeur général adjoint, ou entre la société et toute autre entreprise dont l'un des administrateurs serait propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur, à l'exclusion des conventions normales portant sur les opérations de la société avec ses clients et ses fournisseurs.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE

Le Président du Conseil d'Administration de votre société nous a donné avis des conventions suivantes :

1.1 Convention de compte-courant avec la société 3I (Filiale de SITAB)

Administrateurs ou directeurs généraux intéressés : Madame Françoise AÏDARA, Messieurs Pierre MAGNE, Pierre IMBERT, Vincent BOLLORE et les sociétés SEITA, BOLLORE Investissement.

Cette convention signée en Juillet 1993 et amendée en juin 1994 avait pour but d'aider 3I à résoudre ses problèmes de financement. Par cette convention, SITAB accorde à 3I un droit de tirage d'un montant maximum de 450 millions de francs CFA remboursé au 31 décembre 1998.

Aucune opération n'a été enregistrée au titre de cette convention au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1999.

1.2 Convention de licence de fabrication et de distribution avec la société JSNM

Administrateur intéressé : CORALMA

Le 1^{er} octobre 1993, la société JSNM a accordé à la SITAB, la licence exclusive de fabrication de cigarettes en Côte d'Ivoire et la licence exclusive de vente de ces marques dont elle est propriétaire ou dont elle a la licence. En contrepartie de cette licence exclusive, la SITAB s'engage à verser à la société JSNM, pendant toute la durée de l'exécution du contrat :

- d'une part, une redevance annuelle fixe et forfaitaire d'un montant hors taxes de 5 millions de francs français,

- d'autre part, une redevance hors taxes proportionnelle assise sur le chiffre d'affaires TTC réalisé au cours de chaque exercice.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 1999, le montant total des redevances facturées par la société JSNM à SITAB s'élève à 989 391 099 F CFA.

1.3 Convention d'assistance entre la SITAB et sa filiale FILTAB

Administrateurs ou directeurs généraux intéressés : Madame Françoise AÏDARA, Messieurs Pierre MAGNE, Pierre IMBERT, Tièba OUATTARA et la société SEITA.

Une convention d'assistance a été signée le 10 novembre 1986 entre la Société Ivoirienne de Tabacs (SITAB) et la Société des Filtres pour les Tabacs (FILTAB).

SITAB perçoit mensuellement une somme de 100 000 F CFA, hors taxes, en rémunération de l'assistance apportée à la FILTAB dans les domaines administratifs et comptables.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1999, le montant total facturé par la SITAB à FILTAB s'élève à 1 440 000 F CFA dont 240 000 F CFA de TVA au titre de cette convention.

1.4 Contrat de location de gré à gré entre la SITAB et sa filiale FILTAB

Administrateurs ou directeurs généraux intéressés : Madame Françoise AÏDARA, Messieurs Pierre MAGNE, Pierre IMBERT, Tièba OUATTARA et la société SEITA.

Selon ce contrat de location signé le 30 septembre 1986, SITAB loue à FILTAB un entrepôt nu, sis à Bouaké pour la fabrication des filtres de cigarettes.

Le loyer a été porté à 1 000 000 F CFA, hors taxes par mois, par l'avenant n°1 du 30 septembre 1987.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1999, SITAB a facturé à FILTAB 12 000 000 F CFA hors taxes au titre de ce contrat de location.

1.5 Convention d'assistance entre la SITAB et sa filiale CAITA-CI

Administrateurs ou directeurs généraux intéressés : Madame Françoise AÏDARA, Messieurs Pierre MAGNE, Pierre IMBERT, Tièba OUATTARA, Simplicie DE MESSÉ ZINSOU, Vincent BOLLORE et les sociétés SEITA, Bolloré, Coralma International, Bolloré Investissement.

Cette convention signée le 16 décembre 1982 entre les deux sociétés porte sur une assistance administrative, comptable et commerciale et est rémunérée sur la base trimestrielle de 1 500 000 F CFA, hors taxes.

Au 31 décembre 1999, SITAB a facturé à CAITA-CI 7 200 000 F CFA dont 1 200 000 F CFA de TVA au titre de cette convention.

2. Conventions nouvelles

Le Président de votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice.

Nous n'avons eu connaissance d'aucune autre opération ou convention susceptible d'entrer dans le cadre des dispositions susvisées.

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS & GUÉRARD
Armand Fandohan
Expert comptable diplômé

ECR INTERNATIONAL
Charles Aïé
Expert comptable diplômé

RESOLUTIONS A SOUMETTRE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration en approuve les termes ainsi que le bilan et les comptes de l'exercice 1999 tels qu'ils lui ont été présentés, qui font apparaître un bénéfice net de **7 024 267 958 F CFA** après dotation aux amortissements de la somme de **899 987 415 F CFA**, constitution d'une provision de **69 694 925 F CFA** et prélèvement des impôts sur les BIC de **3 275 420 000 F CFA**

Elle donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de leur gestion pour l'exercice 1999.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve telle qu'elle lui est proposée par le Conseil d'Administration, la répartition des bénéfices de l'exercice 1999 qui s'élèvent à **7 024 267 958 F CFA** qui, augmentés du report à nouveau de l'exercice 1998, soit **5 645 305 F CFA** atteignent **7 029 913 263 F CFA**, représentant la somme totale à distribuer.

En conséquence, l'Assemblée Générale fixe à **7 830 F CFA** brut, impôt à déduire, (706 F CFA) soit **7 124 F CFA** net, le dividende revenant à chacune des 897 750 actions composant le capital.

Elle décide de reporter à nouveau le reliquat des bénéfices soit **530 763 F CFA**.

Les dividendes seront mis en paiement dans un délai de 15 jours ouvrables conformément aux nouvelles dispositions édictées par la BRVM.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article 438 de l'Acte Uniforme du traité d'OHADA (Droit des Sociétés commerciales et du GIE), déclare approuver purement et sans réserve les conditions dudit rapport.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur des sociétés Coralma International et Bolloré sont arrivés à expiration, décide de les renouveler.

En conséquence, l'Assemblée Générale nomme en qualité d'administrateur les sociétés Coralma International et Bolloré pour une durée de six (6) ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clôturer le 31 Décembre 2005.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de l'un des commissaires aux comptes titulaires, le cabinet ECR International, et de son suppléant, Monsieur EDI René, arrivent à expiration avec la présente Assemblée, décide de les renouveler.

En conséquence, l'Assemblée Générale, nomme le cabinet ECR International et Monsieur EDI René, respectivement en qualité de commissaire aux comptes titulaire et de commissaire aux comptes suppléant pour une durée de six (6) ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clôturer le 31 Décembre 2005.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, approuve tel qu'il lui est proposé par le Conseil d'Administration, le montant global de la rémunération annuelle du Conseil d'Administration soit 60 millions F CFA à titre d'indemnité de fonction et ce, conformément à l'article 19 des statuts de la société.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait de ce présent procès verbal pour effectuer tous dépôts et publicités prévus par la Loi.

DOCUMENTS COMPTABLES

COMPTES DES RESULTATS

	1999	1998
<i>Ventes de marchandises</i>	1 928 249 848	1 689 169 809
<i>Production vendue</i>	60 606 860 781	55 048 189 845
<i>Prestation de services</i>	74 946 368	37 070 216
<i>Production stockée</i>	2 670 612 382	-450 994 361
<i>Production immobilisée</i>	0	291 463 047
<i>Produits accessoires</i>	368 524 134	722 466 459
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	65 649 193 513	57 337 365 015
<i>Achats et frais/achats</i>	35 028 452 749	26 330 067 931
<i>Variation de stocks</i>	-2 821 076 346	-73 202 719
<i>Transports</i>	2 621 833 039	1 949 566 603
<i>Services extérieurs</i>	16 691 634 205	14 822 560 181
<i>Impôts et taxes</i>	565 384 827	1 499 261 286
<i>Autres charges</i>	332 196 153	354 009 416
TOTAL CHARGES	52 418 424 627	44 882 262 698
VALEUR AJOUTEE	13 230 768 886	12 455 102 317
<i>Charges du personnel</i>	2 761 738 608	2 710 509 422
<i>Dotations aux amortissements et provisions</i>	949 555 715	932 671 605
<i>Reprise de provision</i>		4 000 000 000
RESULTAT D'EXPLOITATION	9 519 474 563	12 811 921 290
<i>Produits financiers</i>	1 324 203 898	1 891 026 047
<i>Charges financières</i>	576 821 414	291 336 132
RESULTAT FINANCIER	747 382 484	1 599 689 915
<i>Résultat hors activité ordinaire</i>	32 830 911	-71 237 591
<i>Impôts sur le résultat</i>	3 275 420 000	3 279 370 000
RESULTAT NET	7 024 267 958	11 061 003 614

BILAN

ACTIF

	1999	1998
<i>Immobilisations incorporelles brutes</i>	138 644 387	191 997 687
<i>Immobilisations corporelles brutes</i>	19 420 417 407	16 315 930 183
<i>Immobilisations financières</i>	1 144 626 345	1 142 396 345
<i>Amortissements et provisions</i>	-14 735 709 194	-14 126 270 458
TOTAL ACTIF IMMOBILISE NET	5 978 008 945	4 024 053 757
<i>Stocks</i>	14 053 685 122	8 394 130 364
<i>Fournisseurs, avances versées</i>	248 323 092	300 984 159
<i>Clients</i>	1 756 423 544	987 676 302
<i>Autres créances</i>	1 238 962 257	1 115 366 598
TOTAL ACTIF CIRCULANT	17 297 894 015	10 798 157 423
<i>Tresorerie - Actif</i>	14 081 930 776	33 109 583 626
<i>Ecart de conversion - Actif</i>	1 325 757	143 739
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	37 359 159 493	47 931 938 545

PASSIF

	1999	1998
<i>Capital</i>	4 488 750 000	4 488 750 000
<i>Primes et réserves</i>	2 454 690 635	14 605 013 271
<i>Résultat net de l'exercice</i>	7 024 267 958	11 061 003 614
<i>Provisions réglementaires</i>	109 975 755	71 237 591
TOTAL CAPITAUX PROPRES	14 077 684 348	30 226 004 476
<i>Emprunts</i>	3 101 840 297	1 804 550 000
<i>Dettes financières diverses</i>	37 064 650	18 564 650
<i>Provisions financières pour risques et charges</i>	425 832 200	376 263 900
TOTAL EMPRUNTS ET RESSOURCES ASSIMILEES	3 564 737 147	2 199 378 550
<i>Clients, avances reçues</i>	24 069 342	92 489 163
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>	10 484 312 998	7 009 027 969
<i>Dettes fiscales</i>	3 078 798 570	3 318 138 214
<i>Dettes sociales</i>	194 151 295	281 371 049
<i>Autres dettes</i>	3 941 378 565	3 836 035 378
TOTAL PASSIF CIRCULANT	17 723 210 770	14 537 061 773
<i>Tresorerie - Passif</i>	1 993 521 572	966 493 205
<i>Ecart de conversion - Passif</i>	5 656	3 000 541
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	37 359 159 493	47 931 938 545

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

1^{re} PARTIE : DÉTERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE 1999

■ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes
+ Produits encaissables restantes

à l'exclusion des cessions
d'actif immobilisé

		E.B.E	
(SA) Frais financiers	467 745 466	VNC / cessions courantes ordinaires	10 469 030 278
(SC) Pertes de change	109 075 948	(TT) Transferts de charges d'exploitation	56 303 233
(SU) Charges H.A.O.		(UA) Revenus financiers	1 204 497 341
(SO) Participations		(UE) Transferts de charges financières	
(SR) Impôts sur le résultat	3 275 420 000	(UC) Gains de change	119 706 057
		(UL) Produits H.A.O.	
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	
Total (I)	3 852 241 414	Total (II)	11 850 037 409

CAFG = Total (II) - Total (I) = 7 997 795 995

(N-1) : 3 017 248 310

■ AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 7 997 795 995 - 11 693 193 750 = -3 695 397 755

(N-1) : 3 054 686 310

■ VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var.B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Dettes circulaires (2)

Variation des stocks : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	141 732 733	ou
(BD) Matières premières	2 834 794 962	ou
(BE) En-cours	1 007 159	ou
(BF) Produits fabriqués	2 682 019 904	ou
(A) Variation globale des stocks	5 659 554 758	ou

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BH) fournisseurs, avances versées		ou -52 161 067
(BI) Clients	768 747 742	ou
(BJ) Autres créances	123 595 659	ou
(BU) Ecarts de conversion-Actif	1 182 018	ou
(B) Variation globale nette des créances	841 363 852	ou

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(DI) Clients, avances reçues	-68 419 821	ou
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	-239 339 644	ou 3 475 285 029
(DK) Dettes fiscales	-87 219 754	ou
(DL) dettes sociales		ou 105 843 187
(DM) Autres dettes		ou
(DN) Risques provisionnés		ou -2 994 885
(DV) Ecarts de conversion - passif		ou
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou 3 183 154 112

VARIATION DU B.F.E = (A) + (B) + (C)

3 317 764 498 ou

■ EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	1999	1998
Excédent brut d'exploitation	10 469 030 278	9 744 592 895
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources) (- ou +)	-3 317 764 498	375 294 076
- Production immobilisée		291 463 047
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	7 151 265 780	10 411 350 018

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE) SYSTÈME NORMAL

2^e PARTIE : TABLEAU

Ref.		EXERCICE 1999		EXERCICE 1998
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
FA	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice) Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	22 919 600		5 532 000
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles Croissance externe	2 385 596 236	71 569 075	694 544 615
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	2 230 000		200 000
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	2 910 745 336	71 569 075	700 376 615
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : Var. B.E.F.)	3 317 764 498		375 294 076
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	6 228 510 334	71 569 075	1 075 670 691
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F. H.A.O.)			
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS ⁽¹⁾ Remboursements (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII	454 233 528		
FK	B. EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	6 611 174 787		1 075 670 691

Ref.		EXERCICE 1999		EXERCICE 1998
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
FL	V. FINANCEMENT INTERNE Dividendes (emplois) / C.A.F.G (Ressources)	11 693 193 750	7 997 795 995	3 054 686 310
FM	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES Augmentation de capital par apports nouveaux	11 518 132 500		
FN	Subventions d'investissement			
FP	Prélèvement sur capital (y compris retraits de l'exploitant)			
FQ	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS Emprunts (2)		1 732 959 175	
FR	Autres dettes financières (2) (2) remboursements anticipés inscrits séparément en emplois		37 064 550	
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	13 443 506 430		3 054 686 310
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	20 054 681 217		4 130 357 001
FU	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE Trésorerie nette			32 143 090 421
FV	à la clôture de l'exercice + ou - à l'ouverture de l'exercice + ou -	12 088 409 204 32 143 090 421		19 070 498 032
FW	Variation Trésorerie (+ si Emploi - si Ressource) Contrôle : D = VIII avec signe opposé	-20 054 681 217	20 054 681 217	13 072 592 389 -8 942 235 388
Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences «bilannelles»				
CONTRÔLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)			Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (Fd.R.) : FdR (N) - FdR (N - 1)			15 736 916 719	
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG (N) - BFG (N - 1)			3 317 764 498	20 054 681 217
Variation de la trésorerie : T (N) - T (N - 1)				
TOTAL			20 054 681 217	20 054 681 217

BILAN

ACTIF

	1999	1998
Immobilisations incorporelles brutes	138 644 387	191 997 687
Immobilisations corporelles brutes	19 480 447 407	16 815 930 183
Immobilisations financières	1 144 626 345	1 142 396 345
Amortissements et provisions	-14 785 709 194	-14 126 270 458
TOTAL ACTIF IMMOBILISE NET	5 978 008 945	4 024 053 757
Stocks	14 053 685 122	8 394 130 364
Fournisseurs, avances versées	248 823 092	300 984 159
Clients	1 756 423 544	987 676 302
Autres créances	1 238 962 257	1 115 366 598
TOTAL ACTIF CIRCULANT	17 297 894 015	10 798 157 423
Trésorerie - Actif	14 081 930 776	33 109 583 626
Ecart de conversion - Actif	1 325 757	143 739
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	37 359 159 493	47 931 938 545

PASSIF

	1999	1998
Capital	4 488 750 000	4 488 750 000
Primes et réserves	2 454 690 635	14 605 013 271
Résultat net de l'exercice	7 024 267 958	11 061 003 614
Provisions réglementaires	109 975 755	71 237 591
TOTAL CAPITAUX PROPRES	14 077 684 348	30 226 004 476
Emprunts	3 101 840 297	1 804 550 000
Dettes financières diverses	37 064 650	18 564 650
Provisions financières pour risques et charges	425 832 200	376 263 900
TOTAL EMPRUNTS ET RESSOURCES ASSIMILEES	3 564 737 147	2 199 378 550
Clients, avances reçues	24 069 342	92 489 163
Fournisseurs d'exploitation	10 484 312 998	7 009 027 969
Dettes fiscales	3 078 798 570	3 318 138 214
Dettes sociales	194 151 295	281 371 049
Autres dettes	3 941 878 565	3 836 035 378
TOTAL PASSIF CIRCULANT	17 723 210 770	14 537 061 773
Trésorerie - Passif	1 993 521 572	966 493 205
Ecart de conversion - Passif	5 656	3 000 541
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	37 359 159 493	47 931 938 545

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

1^{re} PARTIE : DÉTERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE 1999

■ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes
+ Produits encaissables restants

à l'exclusion des cessions
d'actif immobilisé

		E.B.E	
(SA) Frais financiers	467 745 466	VNC / cessions courantes ordinaires	10 469 030 278
(SC) Pertes de change	109 075 948	(TT) Transferts de charges d'exploitation	56 803 233
(SL) Charges H.A.O		(UA) Revenus financiers	1 204 497 841
(SQ) Participations		(UE) Transferts de charges financières	
(SR) Impôts sur le résultat	3 275 420 000	(UC) Gains de change	119 706 057
		(UL) Produits H.A.O.	
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	
Total (I)	3 852 241 414	Total (II)	11 850 037 409

CAFG = Total (II) - Total (I) = 7 997 795 995

(N-1) : 8 017 248 810

■ AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 7 997 795 995 - 11 693 193 750 = -3 695 397 755

(N-1) : 3 054 686 310

■ VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var.B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Dettes circulaires (2)

Variation des stocks : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	141 732 733	ou
(BD) Matières premières	2 834 794 962	ou
(BE) En-cours	1 007 159	ou
(BF) Produits fabriqués	2 682 019 904	ou
(A) Variation globale des stocks	5 659 554 758	ou

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BH) fournisseurs, avances versées		ou
(BI) Clients	768 747 742	ou
(BJ) Autres créances	123 595 659	ou
(BU) Ecart de conversion-Actif	1 182 018	ou
(B) Variation globale nette des créances	841 363 852	ou

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(DI) Clients, avances reçues	-68 419 821	ou
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou
(DK) Dettes fiscales	-239 339 644	ou
(DL) dettes sociales	-87 219 754	ou
(DM) Autres dettes		ou
(DN) Risques provisionnés		ou
(DV) Ecart de conversion - passif		ou
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou

VARIATION DU B.F.E = (A) + (B) + (C)

3 317 764 498 ou

■ EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	1999	1998
Excédent brut d'exploitation	10 469 030 278	9 744 592 895
- Variation du B.F.E. (-si emplois ; + si ressources) (- ou+)	-3 317 764 498	375 294 076
- Production immobilisée		291 463 047
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	7 151 265 780	10 411 350 018

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

SYSTÈME NORMAL

2^e PARTIE : TABLEAU

Réf.		EXERCICE 1999		EXERCICE 1998
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
FA	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice) Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	22 919 600		5 532 000
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles Croissance externe	2 885 596 236	71 569 075	694 644 615
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	2 230 000		200 000
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	2 910 745 836	71 569 075	700 376 615
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : Var. B.E.F.)	3 317 764 498		375 294 076
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	6 228 510 334	71 569 075	1 075 670 691
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F. H.A.O.)			
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS ⁽¹⁾ Remboursements (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII	454 233 528		
FK	B. EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	6 611 174 787		1 075 670 691

Réf.		EXERCICE 1999		EXERCICE 1998
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
FL	V. FINANCEMENT INTERNE Dividendes (emplois) / C.A.F.G (Ressources)	11 693 193 750	7 997 795 995	3 054 686 310
FM	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES Augmentation de capital par apports nouveaux	11 518 132 500		
FN	Subventions d'investissement			
FP	Prélèvement sur capital (y compris retraits de l'exploitant)			
FQ	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS Emprunts (2)		1 732 959 175	
FR	Autres dettes financières (2) (2) remboursements anticipés inscrits séparément en emplois		37 064 650	
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	13 443 506 430		3 054 686 310
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	20 054 681 217		4 130 357 001
FU	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE Trésorerie nette			32 143 090 421
FV	à la clôture de l'exercice + ou - à l'ouverture de l'exercice + ou -	12 088 409 204 32 143 090 421		19 070 498 032
FW	Variation Trésorerie (+ si Emploi: - si Ressource) Contrôle : D = VIII avec signe opposé	-20 054 681 217	20 054 681 217	13 072 592 389 -8 942 235 388
Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences «bilanrielles»				
CONTRÔLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)			Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR (N) - FdR (N - 1)			16 736 916 719	
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG (N) - BFG (N - 1)			3 317 764 498	
Variation de la trésorerie : T (N) - T (N - 1)				20 054 681 217
TOTAL			20 054 681 217	20 054 681 217

COMPTES DES RESULTATS

	1999	1998
<i>Ventes de marchandises</i>	1 928 249 848	1 689 169 809
<i>Production vendue</i>	60 606 860 781	55 048 189 845
<i>Prestation de services</i>	74 946 368	37 070 216
<i>Production stockée</i>	2 670 612 382	-450 994 361
<i>Production immobilisée</i>	0	291 463 047
<i>Produits accessoires</i>	368 524 134	722 466 459
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	65 649 193 513	57 337 365 015
<i>Achats et frais/achats</i>	35 028 452 749	26 330 067 931
<i>Variation de stocks</i>	-2 821 076 346	-73 202 719
<i>Transports</i>	2 621 833 039	1 949 566 603
<i>Services extérieurs</i>	16 691 634 205	14 822 560 181
<i>Impôts et taxes</i>	565 384 827	1 499 261 286
<i>Autres charges</i>	332 196 153	354 009 416
TOTAL CHARGES	52 418 424 627	44 882 262 698
VALEUR AJOUTEE	13 230 768 886	12 455 102 317
<i>Charges du personnel</i>	2 761 738 608	2 710 509 422
<i>Dotations aux amortissements et provisions</i>	949 555 715	932 671 605
<i>Reprise de provision</i>		4 000 000 000
RESULTAT D'EXPLOITATION	9 519 474 563	12 811 921 290
<i>Produits financiers</i>	1 324 203 898	1 891 026 047
<i>Charges financières</i>	576 821 414	291 336 132
RESULTAT FINANCIER	747 382 484	1 599 689 915
<i>Résultat hors activité ordinaire</i>	32 830 911	-71 237 591
<i>Impôts sur le résultat</i>	3 275 420 000	3 279 370 000
RESULTAT NET	7 024 267 958	11 061 003 614